

Cher monsieur,

J'ai pris connaissance avec un grand intérêt du contenu des 15 propositions conjointement élaborées par un collectif de quatre associations que vous représentez : « Pour une France solidaire dans le monde en 2017 ».

J'en partage les termes ainsi que le constat sans concession qu'elles contribuent à établir, des ravages d'une mondialisation ultra-libérale de l'économie et de la finance, ainsi que des politiques d'austérité internationales, européennes et hélas françaises, à l'oeuvre depuis des années.

Il y a des origines et des causes aux difficultés, aux injustices et aux gâchis environnementaux, sociaux et humains qui accablent les peuples, à commencer d'ailleurs par le nôtre. Il n'y a donc pas de fatalité d'aucune sorte aux dérives actuelles et, ainsi que vous le soulignez très justement, cela pose la question d'un partage plus juste des richesses : richesses naturelles bien sûr auquel se refuse l'Amérique de Donald Trump par exemple, mais tout autant richesses économiques que produit le travail des hommes.

Au-delà de mon accord de fond avec vos propositions, je voudrais compléter ma réponse et cet échange de réflexions, par quelques remarques.

Elles concernent d'abord la proposition n°1, en particulier la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Vous savez qu'Alain Bocquet et les députés communistes et Front de gauche, ont pris l'initiative d'engager au sein de l'Assemblée nationale une action vigoureuse sur ce plan. L'inertie des majorités et gouvernements successifs depuis la crise des subprimes, fait que ces scandales privent chaque année notre pays, de 80 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires. C'est autant que le prétendu « déficit » du budget de l'Etat au nom duquel on impose des sacrifices constants aux salariés et aux familles; et c'est également autant que les crédits de l'Education nationale ! En outre, cette perte est évaluée à 1 000 milliards d'euros par an pour l'Europe.

Si je suis élu, je poursuivrai à l'Assemblée nationale, avec les nombreuses ONG qui s'engagent sur ce sujet, le combat conduit par Alain BOCQUET pour que la France défende auprès de l'Europe et des Nations Unies le principe de l'organisation, précisément sous l'égide de l'ONU, d'une Conférence mondiale des Etats contre l'évasion et pour la justice fiscales. Cette question avancera si un grand nombre de nos concitoyens s'en mêlent. Je soutiendrai toutes les initiatives qui permettront de populariser cette campagne pour une plus juste répartition des richesses et pour une plus grande justice fiscale.

C'est aussi dans cette perspective que j'inscris l'objectif de faire sauter le « verrou de Bercy » qui fait intolérablement dépendre du « bon vouloir » du ministre de l'Economie toute ouverture d'une poursuite pénale contre les évadés fiscaux : multinationales, banques, possesseurs des plus gros patrimoines...

Autre remarque: elle concerne vos propositions 11 et 12 et la solidarité indispensable aux migrants. Je pense qu'en ces matières, il y a aujourd'hui besoin d'un sévère état des lieux. Il faut sur cette base harmoniser les politiques des pays de l'Union européenne; mettre l'accent sur le rôle et l'autorité des Nations Unies pour une appréciation nouvelle et humanitaire des

situations et des enjeux qui se rencontrent sur ce point dans le monde. Bref, il faut que le choix de donner priorité à la force de la politique sur la politique de la force, devienne la règle commune et d'usage constant.

Dans une telle démarche, l'exigence prioritaire de sécurité de nos concitoyens français et européens doit trouver et prendre toute sa place. De mon point de vue, mais c'est bien le sens de l'évolution des rapports Nord/Sud que préconisent vos propositions, cet objectif n'est pas contradictoire avec celui d'une politique migratoire et internationale de la France attentive aux violences et aux guerres que subissent des peuples du monde.

Il faut mettre la barre très haut car les attentats de Londres et de Manchester après ceux de Paris, Nice ou Saint-Etienne du Rouvray montrent qu'il n'est pas d'autre voie fiable que celle-ci, conjuguée à une lutte de chaque instant et sans merci contre les terrorismes.

Pour conclure, je préciserai que je partage profondément l'exigence de garantie de respect des droits des femmes qu'affirme votre dernière proposition, mais je pense que cette démarche ne peut être séparée d'une revendication tout aussi forte : celle d'une vraie et grande politique de l'enfance et de la jeunesse en France, en Europe et dans le monde; éducation, santé, droits et libertés, protection contre les violences de tous ordres, lutte contre l'enrôlement, lutte contre l'esclavage et le travail des enfants... Ce point essentiel mériterait sans doute d'être intégré dans une réflexion qui vise un progrès global de civilisation par l'émancipation des hommes et des peuples.

Au sein de la future Assemblée nationale, la présence de députés acquis à ces causes sera un atout précieux pour nos concitoyens et, plus largement encore, pour les peuples du monde et leur solidarité.

Cordialement salutations,